



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le

19 MAI 2017

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Auvergne Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur;*

VU le code de l'environnement, notamment les articles L 171-8 et L171-11 ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 mai 2009 modifié, régissant le fonctionnement des activités de la société FOT IMPRIMEURS dans son établissement situé ZAC de Satolas Green à PUSIGNAN ;

VU la plainte d'un riverain pour nuisances sonores en date du 28 août 2016 ;

VU le rapport d'étude acoustique réalisé par le bureau d'études DECIBEL FRANCE, transmis par l'exploitant le 13 octobre 2015 ;

VU le courrier valant rapport d'inspection du 6 avril 2017 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 6 avril 2017 dans le respect des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT la constatation le 14 novembre 2016 par l'inspection des installations classées de la persistance d'une non-conformité aux prescriptions relatives aux émissions sonores et la plainte d'un riverain,

CONSIDERANT les éléments transmis par la société FOT IMPRIMEURS les 23 novembre 2016 et 20 mars 2017 justifiant de la réalisation d'actions correctives au titre des nuisances sonores, notamment :

- le changement des 19 tourelles d'extraction situées en toiture conformément aux préconisations du rapport du bureau d'études DECIBEL FRANCE sus-visé, en deux tranches,

- la commande en octobre 2016 puis l'installation en février 2017 des 6 premiers extracteurs et des 6 écrans d'atténuation, le reste devant être livré et installé en octobre 2017,
- la communication du planning de mise en œuvre des actions restantes, dont la campagne de mesure des émissions sonores ;

CONSIDERANT néanmoins, qu'au 6 avril 2017, l'inspection des installations classées a constaté la persistance des dépassements sonores ;

CONSIDERANT dans ces conditions, qu'il est établi la présence d'une non conformité majeure au titre des prescriptions relatives aux émissions sonores fixées par l'article 6, paragraphe 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 mai 2006 sus-visé ;

CONSIDERANT qu'il convient donc de demander à la société FOT IMPRIMEURS de se conformer aux dispositions pré-citées de l'article 6 de l'arrêté du 27 mai 2006, pour les installations qu'elle exploite à PUSIGNAN, ZAC de Satolas Green ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement ;

SUR proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : La société FOT IMPRIMEURS, ZAC de Satolas Green à PUSIGNAN, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 6, paragraphe 2 de l'arrêté préfectoral du 27 mai 2009 susvisé, **dans un délai de 10 mois** à compter de la notification du présent arrêté. Pour cela, elle devra :

- procéder à l'installation des dispositifs complémentaires, à savoir les tourelles d'extraction, dont la 2ème tranche est prévue au mois d'octobre 2017, *dans un délai de 7 mois* ;
- après mise en service de ces dispositifs, réaliser une campagne de mesures des niveaux sonores selon les modalités prévues par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits dans l'environnement par les installations classées *dans un délai de 3 mois*.

ARTICLE 2 : Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 : Délai et voie de recours (articles L 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal Administratif de Lyon :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

ARTICLE 4 : Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de PUSIGNAN,
- à l'exploitant.

Lyon, le

Le Préfet,

Pour le Préfet,
La Sous-Préfète chargée de mission
Secrétaire Générale Adjointe

Amel HAFID

